

Table ronde du 20 juin

« Le forfait Navigo à 70 € est-il viable ? »

Eléments de langage de Valérie Péresse

Monsieur le président de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, cher Gilles CARREZ

Monsieur le vice-président du Conseil régional, cher Stéphane BEAUDET,

Madame la présidente de la RATP, chère Elisabeth Borne

Monsieur le directeur général du STIF, cher Laurent PROBST,

Monsieur le directeur général de la CCI, Etienne GUYOT

Monsieur le président de l'AUT Ile-de-France, Marc PELISSIER,

Monsieur le directeur général du GART, Guy LEBRAS,

Monsieur le délégué général de l'UTP, Claude FAUCHER,

Messieurs les Professeurs :

- o Philippe GAGNEPAIN (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et PSE-Ecole d'économie de Paris)
- o Marc IVALDI (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) et enseignant à Toulouse School of Economics (TSE))
- o Pierre-Yves GEOFFARD (directeur de PSE-Ecole d'économie de Paris)

Je vous remercie d'avoir accepté de participer à cette table ronde sur le financement des transports en Ile-de-France.

J'ai souhaité organiser cette rencontre pour poser la question du vrai prix des transports. Le temps est venu de parler un langage de vérité et que chacun assume ses responsabilités.

Quand le service n'est pas fait, comme cela a été le cas pendant les grèves, j'ai demandé à ce que les responsables - la SNCF et l'Etat - indemnisent financièrement les usagers.

Quand les transports ne sont pas financés, comme c'est le cas avec le Pass Navigo pour les années à venir, je mets les données sur la table.

La décision de mettre en place le forfait Navigo à tarif unique à 70 € a été prise par l'exécutif régional de gauche à la veille des élections, en septembre 2015. Bien que ce soit une promesse de campagne de l'ancienne majorité, elle n'a pas été mise en place plus tôt dans le précédent mandat, malgré sa simplicité, pour une simple et unique raison : son coût exorbitant : **440 M€ par an, qui n'étaient pas finançables. Et ne le sont toujours pas...**

Pour y faire face, l'exécutif régional a sous-évalué le coût de la mesure et totalement improvisé son financement.

En 2015, il a fallu sacrifier une partie des crédits de la formation, de l'apprentissage et des lycées, et ralentir les investissements du Stif

pour y parvenir. Et il n'y avait que quatre mois à financer, soit 170 M€ !

Pour 2016 et les années suivantes, le défi est tout autre puisqu'il nous faut trouver 440 M€ !

La hausse du versement transports – entrée en vigueur le 1er juillet 2015 – ne rapportera que 150 millions d'euros et non les 210 millions annoncés à l'époque par le gouvernement. L'Etat s'est trompé dans son estimation de départ... C'est donc 300 millions d'euros que la Région devrait verser au Stif (au titre de cette mesure). **Or, cette somme n'était tout simplement pas prévue au budget de la Région. Il y a donc une impasse d'environ 300 M€, ce que le Premier ministre a lui-même reconnu.**

En 2016, j'ai pris des mesures drastiques d'économies : 30 M€ au titre de la lutte contre la fraude –sur laquelle j'aimerais que les opérateurs de transports s'engagent plus résolument - ainsi que 16 M€ résultant de la suppression de la tarification sociale aux étrangers en situation irrégulière et leur famille. Le solde de 250 M€ a été financé par des recettes exceptionnelles que le STIF a pu mobiliser de façon très ponctuelle, avec l'accord du Premier ministre.

La ruée vers les Pass Navigo, sur laquelle comptait la précédente majorité, n'a pas eu lieu : les recettes du STIF n'ont pas augmenté

grâce aux millions de voyageurs qui auraient abandonné leur voiture du fait de la baisse du prix. Vous pouvez constater la réalité sur la courbe que vous voyez et qui compare la réalité des recettes avec ce qu'elles auraient dû être sans le forfait à 70 €. Aujourd'hui, malheureusement, les Franciliens continuent de prendre leur voiture.

Pour 2017, l'impasse sera la même : 300 M€. Et là, aucune recette exceptionnelle ne sera mobilisable par le STIF.

Dès mon arrivée, j'ai mis un point d'honneur à sortir de cette impasse budgétaire laissée par la précédente majorité. Une impasse créée, je le rappelle, avec l'accord du gouvernement puisque Manuel Valls avait publiquement soutenu la création du Pass Navigo à 70€.

Suite à mes demandes, le Premier ministre a non seulement reconnu l'existence de cette impasse budgétaire, mais il s'est engagé à trouver des ressources pérennes pour 2017 et au-delà. C'était en février dernier.

Hélas, je suis au regret de vous annoncer que malgré mes nombreuses relances, je n'ai aucune assurance à ce jour que le chef du gouvernement tiendra ses engagements. Et ce alors que les échéances approchent. En effet, le PLF sera bouclé d'ici juillet.

J'ai tout fait et continuerai à tout faire pour trouver une solution qui éviterait de faire porter le financement de ce passe unique sur les usagers, qui ne doivent pas supporter la mauvaise gestion budgétaire de la majorité précédente.

Alors que les recettes diminuent, les coûts augmentent de façon exponentielle. Vous pouvez voir l'augmentation des contributions que le STIF verse aux opérateurs depuis 2006 et jusqu'en 2030, et qui couvre le fonctionnement des transports en Ile-de-France. Il y a le coût de l'offre nouvelle imposée par les projets du grand Paris, et il y a l'augmentation naturelle des contrats passés avec la RATP et la SNCF, et qui ont été signés quelques semaines avant l'élection je le rappelle.

Quand on voit cette courbe vertigineuse, comment oser diminuer les recettes du STIF comme l'a fait la majorité précédente ?

C'est un énorme effet de ciseaux.

La Cour des comptes a rappelé, dans son rapport sorti en tout début d'année 2016, que le forfait Navigo à tarif unique était une singularité dans le monde, et que cette mesure était incompréhensible au vu des besoins de financements qui s'annoncent dans les années qui viennent. Vous le savez, nous avons lancé un programme de modernisation du réseau et du matériel

roulant très ambitieux et ô combien nécessaire si nous voulons rester une grande Région attractive et compétitive...

Alors je voudrais que la table ronde que nous formons aujourd'hui puisse analyser la situation tarifaire des transports dans notre région, et poser la question de la viabilité de ce forfait Navigo à 70€. Je voudrais qu'elle puisse objectiver l'impasse financière que cette mesure crée pour les années à venir, et enfin proposer des solutions pour en sortir.

Je vous remercie.